

## RAPPORT SPÉCIAL

### ÉVALUATION FAO/PAM DE L'OFFRE ET DE LA DEMANDE DANS LA PROVINCE D'ACEH ET L'ILE DE NIAS (INDONÉSIE)

5 mai 2005

#### Faits saillants

- Le séisme et le tsunami survenus le 26 décembre 2004 et le séisme du 29 mars 2005 ont provoqué d'importantes pertes de vie humaine, des dommages et des perturbations. Ces événements ont gravement affecté l'économie du secteur primaire, sans toutefois entraîner de changements structurels majeurs dans les provinces. Le coût estimatif pour le plan de remise en état s'établit actuellement à 41,1 billions de roupies (environ 4,1 milliards de dollars E.-U.) sur les cinq prochaines années.
- Avant le tsunami, près de 30 pour cent de la population de la province d'Aceh vivait en dessous du seuil de pauvreté, tandis que la moyenne nationale est de quelque 17 pour cent. Parmi les districts touchés par le tsunami, Aceh Utara, Bireuen et Pidie comptaient le plus grand nombre de pauvres, suivis de près par Aceh Besar et Aceh Barat. Plus de 35 pour cent des enfants de moins de cinq ans souffraient d'insuffisance pondérale, contre 25 pour cent en Indonésie. La prévalence de cette insuffisance pondérale était la plus forte dans les districts d'Aceh Besar, Aceh Barat, Pidie et Simeulue. La catastrophe a accentué les problèmes de subsistance et l'état nutritionnel des pauvres et des catégories auparavant mieux loties.
- Les ménages qui ont le plus souffert, en termes de morts ainsi que de perte des actifs et des moyens de subsistance sont notamment les suivants: habitants des îles/archipels de Nias, Simeulue, Banyak; familles sans terre qui travaillaient auparavant sur les tambaks et les terres très endommagées; pêcheurs à temps plein ou presque; pêcheurs à temps partiel possédant des champs de paddy à proximité des lignes de côte; familles d'agriculteurs se consacrant à la production de paddy qui tirent des revenus secondaires importants des tambaks, et producteurs de sel traditionnels.
- Dans les zones les plus touchées, de nombreux agriculteurs ont perdu deux campagnes de paddy consécutives. Dans le secteur des pêches, la production de 2005 est estimée en baisse de 50 pour cent pour la pêche en mer et de 41 pour cent pour l'aquaculture en eaux saumâtres. Quelque 331 360 travailleurs, principalement dans les secteurs de l'agriculture et des pêches (soit environ 123 000 ménages ou encore 600 000 personnes) ont vu leurs moyens de subsistance directement affectés par la catastrophe et auront besoin d'une aide alimentaire et financière en 2005.
- Étant donné que la production de riz à Aceh devrait enregistrer un excédent d'environ 200 000 tonnes pour la campagne commerciale 2005/06, il est recommandé d'effectuer autant que possible des achats locaux.
- Une meilleure compréhension de la dynamique de population sera essentielle pour pourvoir à la reprise des activités de subsistance par zone géographique, notamment dans certains "lieux d'accueil".
- Peu de personnes seront à même de reprendre des activités économiquement viables pendant leur séjour dans les camps de réfugiés ou d'hébergement provisoire. Il est indispensable de reconstruire des habitations dotées d'eau, d'assainissement et d'électricité pour remettre en état les moyens de subsistance, tout comme il est essentiel de restaurer les actifs productifs. La population devrait recevoir une aide (alimentaire) lui permettant de réparer ou de reconstruire les maisons et de restaurer les actifs productifs. Des programmes "argent contre travail" peuvent aussi encourager les gens à participer à des travaux publics tout en gagnant de l'argent pour réparer ou construire leur propre foyer.
- S'agissant de la remise en état de l'infrastructure, la combinaison d'activités argent contre travail et vivres-contre-travail pourrait permettre d'employer plus de personnes ou de prolonger la durée de l'aide. Des projets mixtes (nourriture et argent) pourraient être mis en oeuvre pour reconstruire l'infrastructure collective, par exemple canaux d'irrigation, systèmes de drainage des villages, centres communautaires, écoles, dispensaires (posyandu), etc.
- Le secteur financier informel reprend ses activités dans de nombreuses zones. Il sera essentiel de collaborer avec les banques et les petites entreprises qui avaient auparavant des liens avec le secteur formel; des subventions ou des prêts à des conditions de faveur seront probablement nécessaires, mais les donateurs doivent éviter les pratiques tendant à réduire les réserves de crédit des banques locales, à saper leur relation à long terme avec les emprunteurs locaux et à limiter les perspectives de services financiers dans la province.



**ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE, ROME**



**PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL, ROME**

## RÉSUMÉ

Le séisme du 26 décembre 2004 et les raz-de-marée qu'il a déclenchés a été le phénomène naturel le plus violent, en termes d'énergie, depuis l'éruption volcanique du Krakatoa survenue en 1883. On estime à 250 000 le nombre de morts et de disparus dans le nord de l'île de Sumatra et dans les îles du nord-ouest; plus de 500 000 personnes sont déplacées à l'intérieur du pays et vivent pour la plupart dans des camps de réfugiés ou d'hébergement provisoire.

Les îles situées au large de la côte nord-ouest de Sumatra, qui ont enregistré relativement moins de victimes, ont de fait été le plus durement touchées par la catastrophe sur le plan économique. La destruction des habitations, des embarcations de pêche, des terres arables et des plantations, et même de l'approvisionnement en eau potable, y a été la plus généralisée; la catastrophe a en outre touché des populations particulièrement démunies, qui n'ont guère accès aux secours extérieurs et aux fournitures nécessaires à la reconstruction. Ces îles demeurent très vulnérables et de faibles secousses sismiques et un nouveau tremblement de terre, le 28 mars, ont durement touché l'île de Nias.

Selon les estimations de 2003 du Bureau de la planification, près de 30 pour cent de la population de la province d'Aceh vivaient en dessous du seuil de pauvreté, alors que la moyenne nationale est de 17 pour cent. Cette province se classe au troisième rang, après Papua et Maluku, pour ce qui est de l'incidence de la pauvreté, la part de l'alimentation dans la consommation privée totale étant estimée à 64 pour cent. Le nombre de personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté a augmenté très fortement ces quelques dernières années - de 595 000 en 2000 à 1,25 million en 2003. Le BPS a en outre classé 580 000 personnes comme vivant dans un extrême dénuement (très en dessous du seuil de pauvreté) dans la province. Parmi les districts touchés par le tsunami, Aceh Utara, Bireuen et Pidie comptaient le plus grand nombre de pauvres, suivis de près par Aceh Besar et Aceh Barat.

La catastrophe de décembre a durement touché l'économie du secteur primaire, en termes de PIB à l'échelle régionale et d'emploi. Toutefois, elle n'a pas entraîné de changements structurels majeurs dans la province. Des évaluations détaillées des dommages subis dans tous les secteurs, y compris les pêches, l'agriculture, l'élevage et l'infrastructure, ont été effectuées aux niveaux du district et de la province, et des plans généraux de remise en état et de reconstruction ont été établis en concertation avec les organismes des Nations Unies et d'autres partenaires. Le Gouvernement indonésien a achevé le projet final de plan de remise en état de la province, qui prévoit des dépenses estimatives s'élevant à 41,1 billions de roupies (environ 4,1 milliards de dollars E.-U.) sur les cinq prochaines années, alors que l'évaluation précédente établissait les coûts à 45 billions.

La province d'Aceh, aussi appelée Nanggroe Aceh Darussalam (NAD), est dotée d'un secteur primaire diversifié et potentiellement très riche. Aux fins d'établissement du présent rapport, les principaux modes de subsistance ont été répartis par zones géographiques présentant des caractéristiques écologiques et productives assez homogènes. Les incidences directes ou indirectes de la catastrophe sont décrites pour chaque mode, ainsi que les stratégies ou mesures spécifiques à l'appui de la reprise des activités de subsistance, comme suit:

- **Kota Banda Aceh et périphérie:** nombreuses pertes de vie humaine, d'activités productives du secteur primaire - pêche, tambaks (étangs d'eau saumâtre servant à l'élevage de crevettes et de chanidé).
- **Modes de subsistance et production à faible revenu sur la côte ouest:** nombreuses pertes de vie humaine, destruction des modes de production primaire à faible revenu, destruction des routes reliant les fermes aux marchés pour les noix de coco et les produits dérivés de l'huile de palme.
- **Sous-secteurs agro-industriel/grandes plantations à moyen revenu sur la côte ouest:** faible incidence.
- **Cas particulier des îles/archipels de Simeulue, Banyak, Nias:** peu de pertes en vie humaine, forte incidence sur l'infrastructure et les moyens de subsistance des populations très pauvres et isolées.
- **Modes de production de subsistance à faible revenu sur la côte nord-est:** quelques pertes en vie humaine, perte des activités productives du secteur primaire - pêche, tambaks - et d'autres activités artisanales.
- **Sous-secteurs à moyen revenu agro-industriels, industriels sur la côte nord-est:** peu d'incidence directe, afflux important de PDI.
- **Hautes terres - Aceh Tengah, autres districts montagneux:** pas d'incidence directe, léger afflux de PDI, stimulation de la demande de la production sur les hautes terres destinée à Banda Aceh.

Les catégories de ménages qui ont le plus souffert, en termes de morts ainsi que de perte des actifs et des moyens de subsistance sont notamment les suivantes, par ordre décroissant approximatif:

- Habitants des îles/archipels de Nias, Simeulue, Banyak.
- Familles sans terre qui travaillaient auparavant sur les tambaks et les terres très endommagées.
- Pêcheurs à temps plein ou presque, sur les deux côtes.
- Pêcheurs à temps partiel possédant des champs de paddy à proximité des lignes de côte (cultures généralement pluviales, sols très abîmés par les dépôts éoliens, les débris et le sel).
- Familles d'agriculteurs installées à proximité des côtes (champs de paddy détruits, dégâts aux cocotiers/plantations).
- Familles d'agriculteurs se consacrant la production de paddy qui tirent des revenus secondaires importants des tambaks.
- Ménages se consacrant à la production artisanale de sel (principalement sur la côte nord-est).

- Familles d'agriculteurs dont les champs de paddy ont subi quelques dégâts et qui ne peuvent plus commercialiser les produits arboricoles (noix de coco, produits dérivés de l'huile de palme, caoutchouc) du fait de la destruction de pans entiers de l'unique route de la côte nord ouest.

En outre, dans les catégories susmentionnées, voire parmi les ménages assez bien lotis avant le tsunami, certains ont perdu tous leurs actifs et la plupart des membres de leur famille et auront beaucoup de mal à récupérer leurs terres et autres actifs.

La capacité de la population à reprendre ses activités de subsistance passées ou à se tourner vers de nouvelles est très variable, même parmi ceux qui se trouvent dans des camps de réfugiés ou d'hébergement provisoire et reçoivent actuellement une aide alimentaire. Certains ont déjà repris des activités productives, tandis que d'autres ne le pourront probablement pas avant longtemps.

Sur une note positive, de nombreux changements pour le mieux ont été constatés dans certains domaines depuis la catastrophe, et l'activité économique reprend rapidement. Par exemple :

- De nombreux agriculteurs planifient la production de paddy d'octobre 2005.
- Certains pêcheurs ont repris leurs activités à moindre échelle, voire en partageant les embarcations et les filets.
- Certains magasins sont de nouveau ouverts, même sur la côte ouest, à leur ancien emplacement ou à un nouveau, grâce au crédit consenti par les grossistes.
- Les marchés urbains ont déménagé et fonctionnent, bien que le volume des échanges soit réduit. Les installations font cruellement défaut, notamment des centres de stockage pour les produits des grossistes.
- De nouveaux crédits informels sont accordés aux producteurs de paddy qui comptent reprendre leurs activités en 2005.

Dans l'ensemble, la campagne agricole de 2004 a été bonne pour la province (qui enregistre le plus souvent une production considérablement excédentaire); les denrées alimentaires sont largement disponibles et les prix, qui avaient grimpé au cours des premières semaines suivant la catastrophe, sont revenus à des niveaux plus normaux. Certains produits ont retrouvé leur prix d'avant le tsunami, tandis que d'autres ont augmenté d'environ 20 pour cent sous l'effet conjugué de la hausse des prix du carburant et du relèvement des coûts de transport.

Selon les prévisions du présent rapport, la production de riz de la province de NAD pour la campagne commerciale 2005/06 enregistrerait un excédent s'élevant à 200 000 tonnes environ, alors qu'il est habituellement de 400 000 tonnes. Étant donné l'excédent de riz relativement important disponible dans la région, il est recommandé d'effectuer autant que possible des achats locaux pour couvrir les besoins d'aide alimentaire dans la province, afin d'éviter de perturber les marchés alimentaires intérieurs.

En dépit de l'excédent global de riz dans la province d'Aceh, on estime que de nombreux agriculteurs des zones les plus touchées ont entièrement perdu deux campagnes consécutives en 2005 (la campagne principale 2004/2005 et la campagne secondaire de 2005) pour ce qui est de la production de paddy. Dans le secteur des pêches, la production halieutique de 2005 est estimée en baisse de 50 pour cent pour la pêche en mer et de 41 pour cent pour l'aquaculture en eaux saumâtres. Compte tenu de ces chiffres pour la production et des projections démographiques, la production de poisson par habitant diminuera, passant de 38 kg en période normale à 20 kg.

L'état nutritionnel de la population de la province d'Aceh reste toutefois bien inférieur à la moyenne nationale. En 2003, plus de 35 pour cent des enfants de moins de 5 ans souffraient d'insuffisance pondérale, contre 25 pour cent <sup>1/</sup> en Indonésie. La prévalence de cette insuffisance pondérale était la plus forte dans les districts d'Aceh Besar, Aceh Barat, Pidie et Simeulue. Ces résultats concordent avec les conclusions de l'Atlas conjoint de la sécurité alimentaire 2002-2003 pour l'Indonésie <sup>2/</sup>, lequel analyse l'insécurité alimentaire à l'aide de 10 indicateurs au niveau des districts. D'après cette étude, les districts situés dans l'ouest d'Aceh et l'île de Simeulue sont les plus exposés à l'insécurité alimentaire, essentiellement du fait des difficultés rencontrées en matière d'accès à la nourriture et de consommation.

### **Considérations stratégiques**

#### **1. Dynamique de population**

La catastrophe a eu pour effet immédiat de réduire la population côtière d'Aceh Besar, Kota Banda Aceh, Aceh Barat et Aceh Jaya - qui est moins densément peuplé - du fait des pertes de vie humaine ou de l'éloignement du littoral.

<sup>1/</sup> Bureau de la planification et des statistiques (BPS), enquête socio-économique nationale, 2003.

<sup>2/</sup> Conseil national de la sécurité alimentaire en Indonésie, Programme alimentaire mondial, 2004.

L'impact socio-économique de la catastrophe n'est guère connu, en particulier s'agissant du nombre de disparus et de personnes déplacées à l'intérieur du pays (PDI). Le nombre de morts a été estimé initialement à partir du nombre de corps récupérés et de témoignages. Le nombre de disparus a été établi à l'origine en comparant la population initiale, le nombre de survivants et le nombre de morts. Le nombre de réfugiés peut être déduit d'après la population hébergée et prise en charge dans les abris de secours (par exemple les installations du HCR) ou dans les camps mis en place par le gouvernement, dont 600 devraient en définitive être construits dans la province. Comme souvent en cas de catastrophe majeure, il convient de clarifier un certain nombre de questions:

- Certains personnes portées disparues ont de fait été prises en charge dans des camps de réfugiés ou d'hébergement provisoire. Suivant la situation de ces camps et d'autres facteurs, elles seront à même ou non de reprendre leurs stratégies de survie. Certaines personnes portées disparues - un grand nombre, apparemment - ont été recueillies par des proches en d'autres endroits de la province, soit à proximité du site de la catastrophe soit à une distance très éloignée, ce qui explique que les districts nord-est de Pidie, Bireuen, Aceh Utara, qui ont subi des dégâts mais enregistré moins de victimes, comptent un nombre relativement élevé de PDI. Les personnes recueillies par des proches ne figurent pas sur les listes de PDI et ne sont guère ou pas du tout soutenues par le gouvernement et les organismes d'aide.
- Certains de ceux qui se trouvent actuellement dans les camps de réfugiés ou d'hébergement provisoire n'ont pas été directement touchés par la catastrophe mais vivaient dans une telle pauvreté qu'ils ont été attirés par les camps. Il se peut que certains d'entre eux aient été déplacés à l'intérieur du pays et appauvris par le conflit de longue durée.

Alors que le gouvernement et ses partenaires passent de la phase de secours d'urgence à celle de remise en état, il est essentiel de mieux comprendre cette dynamique de population, en particulier pour déterminer l'appui devant être fourni en vue de la reprise des activités de subsistance par zone géographique, notamment dans certains "lieux d'accueil". Il est nécessaire également de prévenir les conflits au sujet des ressources en terres: certains des camps dans les communautés sur la côte ouest, par exemple, abritent désormais des catégories de population qui ne sont pas originaires de la région. Bon nombre de ces personnes amorcent diverses stratégies de survie.

## 2. Permettre la reprise des activités de subsistance et garantir la sécurité alimentaire des ménages et à l'intérieur des ménages

- La reprise des activités de subsistance dans les endroits les plus pauvres de la côte ouest sera très difficile: la plaine côtière est étroite, elle a été gravement endommagée et la route est presque entièrement détruite. Certains écosystèmes côtiers sont, et resteront, instables pendant quelque temps.
- Les programmes argent contre travail doivent être plus soigneusement ciblés et s'adresser à des activités prioritaires, étant donné que le niveau des salaires est supérieur au coût d'opportunité de la main-d'oeuvre avant le tsunami dans le secteur primaire. Du fait des pressions à la hausse exercées sur les coûts de la main-d'oeuvre agricole et occasionnelle, le marché local du travail donne déjà des signes de perturbation.
- À de rares exceptions près, il est difficile d'imaginer que les personnes vivant dans les camps de réfugiés ou d'hébergement provisoire seront en mesure de reprendre des activités économiquement viables. Il est indispensable de reconstruire des habitations dotées d'eau, d'assainissement et d'électricité pour remettre en état les moyens de subsistance. Des programmes "argent contre travail" devraient aussi encourager les gens à participer à des travaux publics dans le bâtiment tout en gagnant de l'argent pour réparer ou construire leur propre logement.
- Les activités à petite échelle ou artisanales contribuant à l'économie dans la zone côtière, telles que la production de sel, très courante sur la côte est, pourraient aussi être appuyées par des prêts de matériel essentiel ou des micro-crédits.
- Le secteur financier informel reprend actuellement ses activités dans bon nombre des zones où l'on s'attend à ce que le paddy soit de nouveau cultivé en 2005. Les prêteurs locaux sont disposés à annuler les dettes passées et à repartir de zéro. Le secteur financier formel, toutefois, est en suspens depuis plusieurs mois: il faudra du temps pour identifier les titulaires des comptes courants ou évaluer les prêts impossibles à recouvrer pour cause de décès, par exemple. Les banques ne consentent plus de crédits aux petites entreprises qui ont fait faillite et n'ont pas pu rembourser leurs dettes. Même ainsi, il sera essentiel de ne pas accorder de subventions ou de prêts à des conditions de faveur aux petites entreprises qui étaient auparavant liées au secteur financier formel: cela diminuerait la part du marché potentielle des banques locales, saperait leurs relations à long terme avec les emprunteurs locaux et les dissuaderait de faire des affaires dans la province.
- Les lignes de côte, les estuaires et la végétation côtière ont subi de tels dommages du fait du tsunami qu'une nouvelle dégradation est probable. Pour stabiliser l'environnement côtier, il faudra introduire divers types de végétation, notamment des mangroves, susceptibles d'aider à limiter la progression de l'érosion voire même d'assurer une protection en cas de nouveau raz-de-marée dans le futur. Toutefois, cela sera souvent incompatible avec la remise en état ou la restauration des tambaks. Pour s'assurer l'appui des populations locales en ce qui concerne la réintroduction des systèmes de mangrove, il serait possible de recourir à des activités argent contre travail. Les bienfaits économiques de la réintroduction des mangroves doivent en outre aller directement aux communautés locales, sous forme a) de profits tirés directement des mangroves et b) de gains de productivité manifestes dans les zones agricoles protégées.

- S'agissant de la pêche en mer, l'urgence de reprendre des activités productives ne doit pas masquer la nécessité de s'occuper de diverses composantes en aval de la chaîne d'approvisionnement: sites de déchargement et de commercialisation, chaîne du froid, traitement, transport, etc.
- Les PDI (dans les camps d'hébergement provisoire, les camps de fortune et des familles d'accueil) devraient recevoir une aide alimentaire jusqu'à ce qu'elles puissent commencer à reconstruire leurs habitations et leurs moyens de subsistance. Une fois ces activités en train, la forme des secours devrait permettre à ces familles de consacrer leur temps et leurs ressources au rétablissement de leurs modes de vie.
- De nombreux travaux de redressement et de remise en état sont nécessaires, mais à l'exception des zones les plus durement touchées de la côte ouest, il n'est pas recommandé d'exécuter des activités vivres-contre-travail pour le moment, étant donné l'existence de programmes à base commerciale. Toutefois, des activités mixtes (argent et nourriture) permettraient soit de s'adresser à un plus grand nombre soit de prolonger la durée de l'aide. Cette possibilité devrait être étudiée et, notamment dans le cadre d'accords de coopération avec des organisations telles que le FIDA, la FAO, la Banque mondiale ou la BASD, on pourrait mettre au point un projet à base commerciale visant à reconstruire l'infrastructure collective, par exemple canaux d'irrigation, systèmes de drainage des villages, centres communautaires, écoles, dispensaires (posyandu), etc.
- Il est recommandé d'effectuer des évaluations des besoins de la communauté avant d'introduire des activités mettant en jeu des denrées alimentaires, de l'argent et autres, non seulement pour s'assurer que ces activités sont adéquates mais aussi pour éviter la perturbation du marché vivrier local. Les décisions à ce sujet pourraient s'appuyer sur les résultats de l'enquête sur le marché et la main-d'oeuvre, qui est imminente.
- La forte prévalence de l'anémie chez les enfants, ainsi que la faible teneur en protéines des aliments, l'insuffisance de la consommation d'aliments frais et la faible couverture des programmes visant à pallier les carences en micronutriments indiquent que les secours ont eu un effet surtout sur le plan des macronutriments plutôt que sur celui des micronutriments. Le PAM prévoit déjà un programme d'alimentation scolaire et un programme de nutrition complémentaire destiné aux enfants de moins de cinq ans, aux femmes enceintes et aux mères allaitantes. La composante de santé maternelle et infantile devrait viser les zones les plus touchées, sur la base des résultats de l'enquête nutritionnelle. Étant donné que celle-ci n'a guère trouvé de différence significative entre l'état nutritionnel des enfants déplacés à l'intérieur du pays et les autres, il est recommandé que l'intervention nutritionnelle s'adresse à tous. L'enquête recommande aussi vivement que Simelue et Aceh Barat Daya soient visés en priorité au titre d'une "approche exhaustive".

Étant donné que la zone est exposée à divers risques, un programme complet de surveillance des moyens de subsistance, de l'alimentation et de la nutrition serait essentiel pour améliorer la préparation et l'intervention en cas de situation d'urgence, et pour suivre l'évolution des indicateurs de résultat des activités pertinentes. Le mécanisme public de surveillance de la situation alimentaire et nutritionnelle devrait être rétabli dans la province en créant les capacités nécessaires au sein des ministères concernés aux niveaux de la province et du district. Des initiatives ont déjà été lancées par l'UNICEF, le PAM et l'OMS en collaboration avec le Ministère de la santé. Des initiatives similaires devraient s'appliquer au secteur de l'agriculture et aux moyens de subsistance. En fin de compte, un système uniforme de surveillance devrait être mis en place dans la province pour les trois composantes (agriculture, moyens de subsistance et nutrition).

*Le présent rapport a été établi par Henri Josserand et Cheng Fang et Joan Fleuren, Dipayan Bhattacharyya et Karin McLennan, sous la responsabilité des Secrétariats de la FAO et du PAM à partir d'informations provenant de sources officielles et officieuses. La situation pouvant évoluer rapidement, prière de s'adresser aux soussignés pour un complément d'informations, le cas échéant.*

*Henri Josserand  
Chef, SMIAR, FAO  
Télécopie: 0039-06-5705-4495  
Mél: [giews1@fao.org](mailto:giews1@fao.org)*

*Anthony Banbury  
Directeur régional, ODB, PAM  
Télécopie: 0066-2-2881046  
Mél: [anthony.banbury@wfp.org](mailto:anthony.banbury@wfp.org)*

*Veillez noter qu'il est possible d'obtenir le présent Rapport spécial sur le site Internet de la FAO ([www.fao.org](http://www.fao.org)) à l'adresse suivante: <http://www.fao.org/giews/>*

*Il est également possible de recevoir automatiquement, par messagerie électronique, les Alertes spéciales et les Rapports spéciaux, dès leur publication, en souscrivant à la liste de distribution du SMIAR. À cette fin, veuillez envoyer un message électronique à l'adresse suivante: [mailserv@mailserv.fao.org](mailto:mailserv@mailserv.fao.org) sans rien écrire dans la ligne "sujet" et en indiquant le message suivant:*

*subscribe SMIARAlertes-L*

*Pour être rayé de la liste, envoyer le message:*

*unsubscribe SMIARAlertes-L*